

**ARRÊTÉ N° 2024-03**  
**Réparation de conduite télécom sous trottoir**  
**Impasse de la Croix Rouge**

**LE MAIRE DE SAVIGNÉ-SUR-LATHAN,**

**VU** la Loi de décentralisation N° 82-213 du 02 Mars 1982 sur les droits et libertés des communes,  
**VU** le Code Général des Collectivités territoriales, Art. L.2212.2, L.2213-1 relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de circulation et de stationnement,  
**VU** les décrets N° 85-807 du 30 Juillet 1985, N° 86-475 du 14 Mars 1986 et N° 86-476 du 16 Mars 1986 précisant les pouvoirs de police du Maire, du Président du Conseil Départemental et du Préfet en matière de circulation routière,  
**VU** l'arrêté interministériel sur la signalisation routière, (8<sup>ème</sup> partie, signalisation temporaire) approuvé par l'arrêté interministériel du 06 Novembre 1992, modifié et complété,  
**VU** le Code Pénal, Article R.610.5,  
**VU** la demande de Sarah DESNOES de l'Entreprise CIRCET dont le siège social est 22 rue du Colombier 37700 Saint Pierre des Corps (INDRE-ET-LOIRE) qui sollicite l'autorisation de modifier la circulation et le stationnement pour la réparation de conduites télécom sous trottoir Impasse de la Croix Rouge à Savigné-sur-Lathan (INDRE-ET-LOIRE) à compter du 15 janvier 2024 pour une durée de 20 jours calendaires pour CIRCET et ses partenaires,

**CONSIDERANT** que pour permettre l'exécution des travaux, assurer la sécurité des personnes, de la circulation et prévenir les accidents, il y a lieu de réglementer la circulation pendant toute la durée des travaux.

**ARRÊTÉ**

**Article 1 :** L'entreprise CIRCET est autorisée à modifier la circulation et le stationnement pour la réparation de conduites télécom sous trottoir Impasse de la Croix Rouge à Savigné-sur-Lathan (INDRE-ET-LOIRE) à compter du 15 janvier 2024 pour une durée de 20 jours calendaires.

**Article 2 :** Les travaux débuteront le 15 janvier 2024 pour une durée de 20 jours calendaires, soit jusqu'au 3 février 2024 inclus.

Pour tout dépassement en dehors de la date et des horaires prescrits, le bénéficiaire devra déposer une nouvelle demande.

**Article 3 :** Pendant toute la durée des travaux des restrictions de circulation et de stationnement seront instaurées dans le sens des points de repères décroissants, savoir :

- Circulation alternée et manuellement pour tous les véhicules,
- La vitesse de circulation sera limitée à 30 km/h.
- Interdiction de stationner pour tous les véhicules,
- Interdiction de dépasser pour tous les véhicules.

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le permissionnaire aura la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière temporaire. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Article 5 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique.

Article 6 : La présente autorisation est précaire et révoquée. Elle pourra faire l'objet d'une mesure de retrait en cas d'urgence pour préserver l'intérêt du domaine public ou en vue de la réalisation de travaux publics, sans qu'aucun droit à indemnité ne soit reconnu au profit du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 7 : Conformément à l'Article R.102 du Code des Tribunaux Administratifs, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de ORLEANS dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa transmission au contrôle de légalité et de sa publication.

Monsieur le Maire, M. Le commandant de Gendarmerie de Savigné-sur-Lathan, le bénéficiaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Le 5 janvier 2024

Le Maire  
Hugues BRUN

